

DECLARATION

LA MAURITANIE AVANT TOUT

Qu'il me soit permis, en ma qualité de citoyen d'abord, mais aussi en mes qualités d'ancien officier Supérieur membre du CMRN, plusieurs fois Ministre, Directeur Général de la sûreté Nationale et Commandant de région Militaire d'apporter, en cette phase historique de l'évolution de mon pays, notre pays, la Mauritanie, ma contribution, aussi modeste soit-elle, pour accompagner le processus de transition démocratique et faire partie de ceux qui veulent ramener la raison à la maison.

Car il y a menace en la demeure, comme cela est toujours le cas partout, quand les situations changent et que les mauvais esprits, les marchands de frissons et de malheurs trouvent un terrain propice à leurs fonds de commerce satanique pour qu'en fin ils mettent à exécution leurs plans de désunion nationale, de division, de guerre civile et de destruction des fondements même de la Nation Mauritanienne.

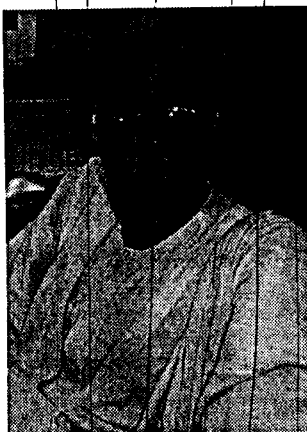
C'est justement parce que je sens le danger, le spectre de l'errance de notre peuple fragile, parce que pluriculturel et multiethnique que me voilà à nouveau amené à prendre la parole, comme je l'avais fait en 2003 dans les colonnes de Nouakchott INFO (n°457 du 31/08/03) lorsque l'existence de la Mauritanie était menacée dans son intégrité, son unité, ses institutions.

Dans l'article du 31 Août 2003, citée ci-dessus, je disais : " En 1991, les valeurs citées plus haut (existence de la Mauritanie, son intégrité, son unité et son développement) étaient en danger comme jamais elles ne l'ont été suite aux événements 1986-1990 : la guerre civile menaçait et au lieu d'attiser le feu, il fallait plutôt penser à calmer les esprits, chacun où qu'il se trouve, fut-il dans la rue.

En effet, pendant les années noires, au lieu d'aider des Mauritanies à se retrouver et à calmer le jeu (jeu dangereux engagé par les Forces antagonistes anti-nationales des extrémistes noirs et maures), ce fut le silence et le mutisme total de ceux qui, ailleurs, ont toujours été les gardes fou contre les débordements : les intellectuels (où ceux qui s'arrogent ce titre), les sages parmi lesquels tous les responsables du pays de 1960 à nos jours (dont tous les anciens chefs d'Etat) se sont tus. "

Aujourd'hui encoure ce jeu dangereux est en passe d'être engagé par les forces anti-nationales des extrémistes noirs et maures (actions-réactions) qui veulent baser leurs actions sur les larmes et le sang de ceux qui ont subi les événements 1989-1990 au moment où notre pays se prépare à entrer dans une phase cruciale de son histoire.

Il n'est un secret pour personne que la révolution de palais du 3 Août 2005, qui s'est faite sans effusion de sang, sans couvre-feu et sans musique militaire est la meilleure chose qui pouvait nous arriver pour



changer pacifiquement le pouvoir : car, inévitablement, la Mauritanie s'acheminait vers Dieu sait quoi !

Les tentatives de déstabilisation se succédaient, la vie politique se caractérisait par une impasse totale et la situation risquait à tout moment d'entraîner le pays dans l'incertitude et l'inconnu. On ne peut, face à ces réalités que louer l'action des forces Armées et de sécurité particulièrement du conseil militaire pour la justice et la Démocratie, laquelle action a sauvé le pays des dérapages et des risques d'explosion qui le menaçaient. Cela d'autant plus que dès sa prise de pouvoir, le CMJD a clairement défini sa mission qui consiste à créer, dans un délai n'excédant pas 24 mois, les conditions nécessaires à la mise en place de véritables institutions démocratiques. Des gages ont été donnés comme, entre autres, l'inéligibilité du Président et des membres du CMJD ainsi que celle du Premier Ministre et des membres du Gouvernement.

Des commissions interministérielles pour le processus de transition démocratique, l'assainissement du secteur de la justice et pour la bonne gouvernance ont été instituées. Tout cela, en concertation avec la classe politique, la société civile et même la communauté internationale invitée à venir voir et soutenir cette transition. Mieux, le CMJD a adopté une amnistie générale pour permettre à l'opposition en exil, de rentrer au pays et aider à l'instauration d'une démocratie véritable et durable.

On le voit nettement, le CMJD travaille et travaille vite à un retour à la légalité constitutionnelle. Là où le danger menace, c'est lorsque certains leaders d'opposition ou de partis politiques, surtout parmi la classe politique qui s'était exilée pour vivre princièrement d'un hôtel à l'autre sur le dos des victimes des événements 89 et des années noires du régime d'exception, se mettent aujourd'hui à brandir des slogans du passif humanitaires et des déportés. A ce propos, je disais encore dans l'article ci-dessus en 2003 : " en 1991, tout le monde se réveille comme par enchantement et chacun de choisir son fonds de commerce ; tel veut baser son action sur les larmes et le sang de ceux qui ont subi

les événements 89-90, tel autre enfourche le cheval de l'esclavage etc. en fait, la plupart jouent sur tout ce qui peut diviser les Mauritanies sans tenir compte qu'un affrontement serait fatal à la Mauritanie. "

Le CMJD ne peut régler ces problèmes dans la phase de transition, simplement parce qu'il est un pouvoir à durée déterminée de 24 mois et que sa mission n'est autre que la création des conditions nécessaires au déroulement d'élections législatives et présidentielles transparentes et libres. Il faut donc penser à calmer les esprits, à préserver l'unité et à aider le CMJD à réussir la phase de transition.

Tout le monde est d'accord sur l'existence de problèmes de fond (Unité Nationale, passif humanitaire, esclavage, dilapidation économique, maux du secteur social etc.) et le CMJD plus que tout autre en est conscient et ce qu'il ne pourra régler (faute de temps et de légitimité) sera sûrement répertorié, étudié par lui et le chemin balisé afin que le régime que la Mauritanie se choisira dans 2 ans prenne en compte ce qui n'aura pas été résolu, et qui doit être intégré aux programmes de tous les partis politiques. J'en appelle à la classe politique, aux leaders d'opinions, à la société civile et aux citoyens épris de justice et de démocratie et, par dessus tout, à ceux de la vallée du fleuve, notables et acteurs dont le mutisme dans les années 86-89 avait conduit aux événements douloureux qui ont suivi, laissant libre court aux marchands de l'horreur qui ont occupé le terrain. Il en a résulté une fracture nationale qui s'est traduite par l'existence d'un mur de méfiance et de haine (qui perdure encore), une marginalisation des populations du Sud mises pratiquement en état de siège avec tout ce que cela comporte comme injustices et brimades pour elles, leur quasi-exclusion du développement économique national et la mise à l'écart de centaines de cadres durant près de 20 ans.

Comme on le voit, le silence coupable de l'époque assimilé à une complicité ou un assentiment tacite avec des personnes que les habitants du Sud n'ont pas mandatées pour parler en leur nom qui, étant à l'extérieur ne souffrent pas ce que ces habitants souffrent ; ce silence donc, a coûté cher à la vallée du fleuve, à ses habitants et à toute la Mauritanie.

Je me répète en disant que j'invite tous les Mauritanies à se démarquer clairement par leurs écrits, leurs paroles et leurs actes des propos et de la propagande sournoise à relents racistes d'une poignée d'individus qui n'ont que cela à vendre.

Que ceux qui se sont toujours tus et se taisent encore parlent enfin.

Le débat est national et il est ouvert.

L'Unité Nationale est sacrée et elle engage tous les Mauritanies.

ATHIE HAMATH